

The Venezuelan Crisis: Between the Promise of Glory and Geopolitical Brutality (1998–2026)

La crise vénézuélienne : entre promesse de gloire et brutalité géopolitique (1998 – 2026)

Ouattara Adjera

Article history:

Submitted: July 22, 2026

Revised: Aug. 20, 2026

Accepted: Aug. 25, 2026

Keywords:

Venezuela, Revolution, Hugo Chávez, Nicolás Maduro, Crisis, Populism, Participatory Socialism

Mots-clés:

Venezuela, Révolution, Hugo Chávez, Maduro, Crise, Populiste, Socialisme participatif

Abstract

When Hugo Chávez Frías came to power in Venezuela on 2 February 1999, following years of economic crisis and violent state repression under the government of Carlos Andrés Pérez—most notably during the *Caracazo*—he pledged to reform the Venezuelan armed forces and, above all, to build a new participatory socialist republic in which the people would become the principal agents of their own destiny. Carlos Andrés Pérez, a social democrat, served two terms as President of Venezuela. His first term, from 1974 to 1979, marked a significant shift, particularly in the country's economic management. Yet Venezuela, an oil-producing country and a founding member of OPEC, derived limited benefit from its petroleum wealth for much of its history, partly because the sector had long been dominated by foreign companies. Hugo Chávez built his political project around Marxist and Bolivarian ideals, which he personally embodied, while also relying on the support of military figures, some of whom originated from sectors traditionally associated with the Venezuelan Right. During the early years of his presidency, buoyed by substantial oil revenues, the Bolivarian Revolution enjoyed considerable popular support. However, mounting difficulties soon emerged, particularly as tensions with the United States intensified. More than a decade after Chávez's death, Nicolás Maduro, his political successor and heir to the Venezuelan Revolution, has further exposed and intensified the contradictions inherent in *Chavismo*, plunging the country into a prolonged period of political, economic, and social uncertainty of unprecedented magnitude for the Venezuelan population.

Résumé

Quand Hugo Chávez Frías prend le pouvoir au Venezuela le 2 février 1999, après des années de crises économiques suivies de violentes répressions étatiques orchestrées par le régime de Carlos Andrés Pérez (el Caracazo), il fait la promesse de réformer l'armée vénézuélienne, et surtout de construire une nouvelle République socialiste participative dans laquelle le peuple est l'acteur principal de son destin. En effet, Carlos Andrés Pérez, le social-démocrate a accompli deux mandats à la tête du Venezuela. Son premier mandat de 1973 à 1979 a constitué un véritable changement de cap notamment dans la gestion économique du Venezuela. Mais le Venezuela pays producteur de pétrole et membre fondateur de l'OPEP, ne profitait pas ou très peu de ses ressources pétrolières du fait de leur exploitation par des compagnies étrangères depuis le XIX^{ème} siècle. Hugo Chávez a construit son régime avec des idéaux marxistes, boliviens qu'il incarnait et le soutien de militaires souvent issus de la Droite vénézuélienne. Les premières années de son règne, aidées par la manne pétrolière, connurent une adhésion populaire à la Révolution bolivarienne de Chávez. Mais les déboires n'étaient pas loin étant données les frictions avec les États-Unis. Plus d'une décennie après sa mort, Nicolás Maduro, l'héritier de la Révolution vénézuélienne n'a fait qu'exacerber les contradictions du chavisme, plongeant le pays dans une incertitude jamais vécue par la population vénézuélienne.

Corresponding author:

Ouattara Adjera,

Université Alassane Ouattara de Bouaké

E-mail: adjera@yahoo.fr

<https://orcid.org/0009-0006-1871-7001>

Uirtus © 2026

This is an open access article under CC BY 4.0 license

Introduction

Au XX^{ème} siècle, avec l'aggravation du système opéré par le capitalisme sauvage, l'Amérique latine se transforme en une longue chronique d'avatars populistes. Désormais, la conquête des masses devient l'enjeu essentiel de nombreuses révolutions qui affichent dans leur discours leur volonté d'instaurer la justice, l'égalité sociale tant attendues par les masses populaires. En témoigne la plaidoirie du révolutionnaire cubain Fidel Castro, lors de son procès pour tentative de coup d'État le 16 octobre 1953, procès au cours duquel en sa qualité d'avocat, il assurait sa défense :

Entendemos por pueblo cuando hablamos de lucha, la gran masa irredenta, a la que todos ofrecen y a la que todos engañan y traicionan, la que anhela una patria mejor y más digna y más justa ; la que está movida por ansias ancestrales de justicia por haber padecido la injusticia y la burla generación tras generación, la que ansia grandes y sabias transformaciones en todos los órdenes y está dispuesta a dar para lograrlo, cuando crea en algo o en alguien, sobre todo, cuando crea suficientemente en sí misma, hasta la última gota de su sangre. (Castro 53-54)⁵⁹

La suite est connue. Le triomphe de la Révolution cubaine en janvier 1959 sera le point de départ d'un vaste mouvement de mobilisation des peuples latino-américains orchestré par la Gauche dans toutes ses nuances chromatiques.

L'immense espoir de reconquête de la liberté et de la dignité suscité dans les masses populaires allait déboucher dans certains pays sur la création de foyers de guérillas, menaçant directement les intérêts stratégiques des États-Unis et de l'ensemble des nations occidentales. En réaction, les États-Unis vont déployer des moyens immenses pour éviter que d'autres pays du sous-continent subissent la contamination de cette Révolution cubaine. D'où un processus de radicalisation des contradictions entre l'Ouest et l'Est. En 1962, la guerre froide entre l'URSS et les USA a failli dégénérer en une guerre

⁵⁹ **Traduction** : "Nous entendons par peuple quand nous parlons de lutte, la grande masse rebelle à laquelle tout le monde promet, que tout le monde trompe et trahie, celle-là même qui aspire à une patrie meilleure, digne et juste ; cette masse poussée par des soifs ancestrales de justice pour avoir subi l'injustice et la moquerie génération après génération, celle qui espère de grandes et savantes transformations de tous ordres et est prête, pour l'avoir, quand elle croit en quelque chose ou quelqu'un, surtout quand elle croit en elle-même, à donner jusqu'à la dernière goutte de sang".

atomique à l'occasion de l'affaire des missiles dont l'URSS avait doté Cuba et qui constituait une menace directe sur les États-Unis. Si la guerre atomique a pu être évitée de justesse, les contradictions idéologiques, elles, se sont plutôt accentuées, se traduisant dans l'ensemble des nations latino-américaines par le développement exponentiel du populisme. D'un côté, les États-Unis et les classes dominantes latino-américaines s'évertuaient à manipuler les masses pour empêcher l'avènement d'une révolution synonyme pour eux de perte de leur position dominante. De l'autre, la Gauche latino-américaine multipliait les initiatives pour rééditer l'exploit des barbus de Fidel Castro. C'est ce processus de radicalisation idéologique qui va donner lieu au déferlement de la houle populiste

En effet, le nouveau paradigme de développement élaboré sur la base du consensus de Washington par les idéologues du néolibéralisme et dont l'organisme moteur était le marché avait plongé l'ensemble des États du tiers-monde dans une crise sociale sans précédent. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine ont vu la grande majorité de leurs peuples basculer dans la misère et le désespoir. La thérapie néolibérale avait plutôt contribué à aggraver le sous-développement au point que pendant presque une décennie, des secteurs entiers de la population de ces espaces n'avaient plus accès à l'éducation, à la santé et même à la nourriture.

Néanmoins, dans la plupart des cas, les régimes militaires qui servaient de digues contre les bourrasques populaires, totalement décrédibilisés par leurs barbaries et leur incompétence ont dû restaurer les institutions démocratiques. Dans le cadre de ce processus, des élections démocratiques, libres et transparentes avaient été organisées dans plusieurs pays. Le premier résultat significatif en termes de changement politique se produit au Venezuela en 1998 avec l'élection à la présidence de la République d'un jeune commandant de l'armée, Hugo Chávez Frías. En effet, la victoire de Chávez au Venezuela ouvre une avalanche de victoires des personnalités politiques considérées comme de Gauche ou tout au moins partageant les idéaux de la nécessité d'un nouvel ordre économique et social pour soulager les peuples des effets dévastateurs du néolibéralisme.

La politique sociale de Hugo Chávez se présente comme une pièce à double face. D'un côté le programme socialiste qui semble fonctionner à travers les différentes 'misiones' et de l'autre, la corruption liée au système social dont l'opacité favorise une gestion hasardeuse des investissements

censés revenir aux masses populaires. Dans sa chronique *La politique sociale du gouvernement Chávez : populisme ou pressions populaires ?* Christian Tremblay évoque cette double face du Chavisme :

Le constat que faisait en Octobre 2002 Provea⁶⁰ au sujet des politiques publiques mises en place par l'administration Chávez depuis 1999 est partagé car il reconnaît, d'une part, la vision générale progressiste du gouvernement (plusieurs politiques seraient cohérentes avec le respect des droits économiques, sociaux et culturels), mais, d'autre part critique sévèrement leur mauvaise gestion. (Tremblay)

Dans cette analyse politique, nous revisitons le chavisme à partir de l'ascension au pouvoir du tribun qui avait fait rêver du retour de l'idéal bolivarien et analysons la tournure chaotique prise par la vie socio-politique de Venezuela avec en apothéose la capture spectaculaire de Nicolás Maduro par le gouvernement de Donald Trump le 3 janvier 2026.

Le problème principal de cette étude est le suivant : Pourquoi et comment le Venezuela de Hugo Chávez et de Nicolás Maduro est-il passé d'une expérience politique prometteuse de libération des masses populaires à cette chute dans les abysses des sanctions géopolitiques ? En termes de méthodologie, il nous apparaît qu'en raison de la nature des matériaux, la démarche la mieux indiquée est la méthode historique en procédant notamment par une démarche analytique. Il s'agira précisément de démêler l'écheveau des discours et pratiques de la révolution bolivarienne proclamée au Venezuela par Hugo Chávez. L'objectif ici est de relever toutes les ambiguïtés du programme social bolivarien du régime Chávez, bâti avec les meilleures intentions politiques et idéologiques mais qui ne résista pas à la conjoncture géopolitique qui a eu raison du rêve bolivarien au Venezuela.

I- Cadre théorique

Le cadre théorique nous permet de définir l'objet de notre étude, de poser les problèmes que cette étude soulève. À présent il s'agit d'identifier l'ensemble des moyens, d'instruments qui vont permettre de réaliser les objectifs à nous assignés par la théorie : c'est la méthodologie. L'objet de notre étude, la crise vénézuélienne se situe dans la confluence de l'histoire, de la sociologie, de la

⁶⁰ PROVEA : (Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos humanos)
Organisme vénézuélien non gouvernemental indépendant, dédié à la défense des droits de la personne

politologie.

1- Définition des concepts du sujet

La révolution

Dans son acception générique, le concept de révolution embrasse des champs sémantiques divers et variés tels que l'astronomie, la géométrie, la physiologie, la politique etc. Dans le cadre de notre étude, nous allons nous intéresser exclusivement au champ politique. Et par rapport à ce champ, le dictionnaire *Le petit Robert* donne la définition suivante du concept : « Ensemble des événements historiques qui ont lieu dans une communauté importante (nationale en général) lorsqu'une partie du groupe en insurrection réussit à prendre le pouvoir et que les changements profonds (politiques, économiques et sociaux) se produisent dans la société. » En fonction de la classe qui aura ainsi réussi à s'emparer du pouvoir, on parlera de la révolution libérale, bourgeoise, prolétarienne, sociale, socialiste, etc. Dans l'histoire, les repères sont la Révolution française de 1789, archétype de la révolution bourgeoise. La Révolution russe d'octobre 1917 et la Révolution chinoise de 1949 ainsi que la Révolution cubaine de 1959 sont des modèles de la révolution socialiste ou prolétarienne. Quelle relation existe-t-il entre la révolution et le populisme ? Cette question trouvera sa réponse dans la définition du concept de populisme.

Le populisme

Le populisme est un terme très flou, qui pourrait être utilisé pour définir n'importe quelle idéologie, qui sort des règles traditionnelles du comportement des politiciens. L'analyse, l'étude et la définition du populisme représente un problème pour les sciences sociales et en particulier pour la science politique. En somme, le populisme est un concept qui défie toute définition exhaustive. Cependant, du fait de son caractère récurrent, une large gamme de définitions s'offre à nous. Selon *Le petit Robert*, le populisme est vu et défini sous deux aspects. D'abord en histoire, le populisme désigne un mouvement politico-social (qui s'est formé en Russie dans les années 1890) qui voulait entraîner l'ensemble de la paysannerie, du peuple, dans la lutte contre le pouvoir tsariste. Ensuite en politique : le terme populiste désigne en général tout mouvement, toute doctrine faisant appel exclusivement ou préférentiellement au peuple en tant qu'entité indifférenciée.

Pour sa part, El pequeño ESAPSA définit le populisme comme une

doctrine politique qui prétend défendre les intérêts et aspirations du peuple. En brève analyse, le concept de populisme s'est transformé au fil du temps en un concept plus ambigu pour avoir été utilisé par des économistes, des politologues, des sociologues et historiens pour expliquer des réalités partiellement distinctes les unes des autres, sous différents angles d'interprétations.

Aux États-Unis, le People's party qui commença sa formation comme un mouvement paysan et une alternative aux grands partis démocratiques, utilisa le terme de populisme pour se référer à la nécessité qu'il y avait de trouver des solutions aux problèmes urgents des populations à travers des politiques nouvelles. Autre lieu, dans la Russie tsariste de la fin du XIX^{ème} siècle, dans des conditions similaires à celles des États-Unis, le mouvement 'narodnichestvo', amené par un petit groupe d'intellectuels réclama la mise en place de politiques populaires pour améliorer les conditions de vie précaires de nombreux secteurs de la population. Ainsi donc, le populisme comme catégorie d'analyse politique nous met face à de nombreuses difficultés très spécifiques. Dans la littérature aussi, de nombreuses impasses dans l'analyse du populisme créent d'incessantes confrontations comme le souligne si bien Ernesto Laclau :

Dada la 'vaguedad' del concepto de populismo y la multiplicidad de fenómenos que han sido subsumidos bajo este rótulo, una primera estrategia intelectual posible sería no intentar ir más allá de la propia multiplicidad, es decir, permanecer dentro de ella, analizar la gama de casos empíricos que abarcan, y sacar cualesquiera conclusiones que sean posibles de una comparación limitada y descriptiva entre ellos.³
(Laclau 17)

Cependant, nous pouvons retenir cette synthèse qui converge vers une pratique où un leader politique, très charismatique, démagogue, avec une aura providentielle, propose des solutions faciles et rapides à des problèmes politiques très complexes. Le leader populiste possède un discours antagoniste chargé d'un fort nationalisme, et dispose d'un style particulier de communication politique pour gagner la confiance du peuple. Il met surtout, le peuple au centre de son discours. Le caractère direct de sa relation avec les masses et l'absence des instances intermédiaires crée au sein du peuple un sentiment de bonne gouvernabilité et de proximité avec le leader. Cette proximité flatteuse crée une confiance, alors que le sentiment d'immobilisme

qu'engendre la gouvernance des élites et le 'statut quo' produisait plutôt un manque de confiance dans les gouvernants.

En effet, dans un article écrit pour *El País* en 2005, Krauze assure que le problème originel du populisme vient de sa racine : le mot peuple, ce mot « magique », ironise l'auteur, qui est aujourd'hui détesté et discrédité. Krauze résume en dix points les caractéristiques du populisme. Il faut tout d'abord un 'leader charismatique' porté aux nues, un chef de file providentiel qui se propose de résoudre une fois pour toutes les problèmes du peuple. Mais même avec la bonne volonté du leader charismatique, il ne pourra jamais résoudre tous les problèmes du peuple. Ce qui est à terme une source de mécontentement et partant, de conflits. Pire, Krauze dénonce la propension du leader populiste à user et à abuser de la démagogie grâce à son éloquence, se présentant comme « l'interprète suprême de la vérité générale, mais aussi comme l'agence d'information du peuple ». Non content de confisquer la liberté d'expression, le leader populiste fabrique la vérité qu'il impose au peuple comme une révélation, s'intronisant ainsi comme un messie envoyé au peuple pour le sauver de quelque danger.

Comme il fallait s'y attendre, cet article de Enrique Krauze va susciter beaucoup de réactions hostiles de la part des intellectuels latino-américains notamment ceux de la Gauche. Il est reproché à Enrique Krauze de vouloir discréditer les expériences politiques qui essaient d'ériger le social en priorité absolue de leur démarche politique en vue de sortir leurs peuples des conséquences désastreuses du néolibéralisme. D'aucuns vont plus loin en accusant Enrique Krauze de diaboliser les ennemis de la Maison Blanche.

En guise de bref commentaire sur le débat suscité par cet article, nous soulevons une fois de plus la complexité et le caractère ambigu du concept qu'est le populisme. En se référant aux dix points du portrait du populisme latino-américain, nous retrouvons les caractéristiques de tous les populistes qui pullulent dans la vie politique du monde entier. Les caractéristiques peintes dans cet article vont très bien à Chávez. Même si Krauze ne fustige que les leaders comme Perón ou Chávez, ses détracteurs ne sauraient lui reprocher de ne pas s'en prendre à Bush ou à Obama.

Alvaro Uribe, considéré comme l'allié de l'impérialisme nord-américain est aussi taxé de populiste, voire de fasciste. Alvaro Uribe est un populiste atypique, intransigeant, dont se servait Georges Bush dans sa guerre par pays interposé, contre Cuba et le Venezuela de Hugo Chávez. Georges

Bush, ancien président états-unien est un populiste politique et religieux et c'est ce que suggère Atilio A. Boron dans *El eterno retorno del populismo en América Latina y el Caribe* :

Puede que bajo ciertas circunstancias alguien piense que Chávez o Morales sean hombres providenciales. Pero ¿Cómo interpretar las reiteradas declaraciones de George W. Bush, “hombre providencial” si los hubo, enviado nada menos que por Dios (según propias palabras del ocupante de la Casa Blanca) para implantar la democracia y la libertad en este mundo? ¿Qué dice ante esto Krauze? ¡Nada⁶¹ (Krauze 149)

En conclusion, les amalgames sur le concept du populisme sont confirmés par le débat suscité par les analyses de l'écrivain mexicain, qui pourrait sans doute nuancer son point de vue sur le populisme parce que beaucoup de projets politiques taxés de populistes ont suscité des espoirs et permis beaucoup de changements. Car en réalité, le populisme naît toujours sur les cendres des conjonctures sociopolitiques.

Le néo populisme

À propos des populismes de type nouveau qui ont fait leur éclosion à l'aube du XXI^{ème} siècle, Nikolaus Werz écrit dans un article qui date de 2009, A finales de los años noventa, bajo nuevos populismos se desarrolló una tendencia hacia la izquierda con el resultado de que los gobiernos considerados conservadores como en Colombia y México constituyen casi una excepción (182).⁶² Voilà qui situe l'ampleur du phénomène du néo-populisme en Amérique latine. Dans cet essai riche en informations sur le néo-populisme, l'auteur indique avec raison :

La fase del nuevo populismo cuyo comienzo se sitúa con la llegada de Hugo Chávez al poder en 1999, lleva ya más años de desarrollo que el populismo clásico. Debido a la mejora de las condiciones económicas externas de los países latinoamericanos entre 2003 y 2008, los nuevos

⁶¹ **Notre traduction** : Il se peut que par rapport à certaines circonstances, quelqu'un pense que Chávez ou Morales sont des hommes providentiels. Mais comment interpréter les déclarations répétées de Georges Bush, “Homme providentiel” que Dieu les aurait envoyés (selon les propres mots du locataire de la maison blanche) pour implanter la démocratie et la liberté dans ce monde ? que dit Krauze face à tout cela ? Rien.

⁶² **Notre Traduction** : À la fin des années 1990, s'est développée sous l'appellation de néo-populisme une tendance vers la Gauche avec comme résultat que les gouvernements considérés comme conservateurs, ceux de la Colombie et du Mexique constituent quasi une exception.

populismos, al igual que sus predecesores del populismo clásico pudieron aplicar un asistencialismo estatal a favor de los sectores sociales menos favorecidos.⁵ (Werz 182)

C'est par le canal des élections démocratiques que ces régimes néo-populistes accèdent au pouvoir dans ces pays, naguère plutôt abonnés aux dictatures militaires et aux régimes autoritaires.

Le réformisme

Le réformisme est une doctrine politique orientée plutôt vers les réformes en opposition à la révolution qui vise un bouleversement radical des structures économiques et sociales de la société concernée. Au Venezuela, Chávez a prôné la révolution. Cependant, dans la plupart des cas, au lieu d'une refondation, ce fut plutôt des réformes.

La géopolitique

La géopolitique est le fonctionnement des rapports entre les États sur plusieurs plans. En effet, dans la notion de géopolitique, il y a la géographie. L'Amérique latine et plus particulièrement le Venezuela cristallise ces dernières années les tensions géopolitiques et ravive le souvenir des moments sombres de la guerre froide. Pays détenteur d'une énorme réserve de pétrole, le Venezuela se retrouve dans l'œil du cyclone car son pétrole est convoité par les États-Unis. Parce que « il n'y a plus sur la Terre beaucoup de *tierra incognita* et la géopolitique est issue du besoin qu'ont les chefs d'États de faire le point des ressources disponibles et d'élaborer ensuite une stratégie pour s'en rendre maîtres » (Gauchon et Huissoud 27).

2- La revue de littérature

Il s'agit ici de faire le point des connaissances théoriques sur la praxis vénézuélienne. En effet, ici, la notion d'historicité est importante car elle joue le rôle fondamental de l'homme acteur historique. Il s'agit de prendre la mesure des convergences et des divergences théoriques quant au contenu et à l'orientation politique et idéologique du chavisme et du madurisme. Cette préoccupation explique le choix de commencer cette revue de la littérature par l'ouvrage de Franco Venturi sur le populisme russe intitulé : *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe du XIX^{ème} siècle*. Cet ouvrage nous paraît, en effet, fondamental pour la compréhension du néo-populisme vénézuélien dans toutes ses dimensions.

Pour Franco Venturi, le populisme russe était d'abord et avant tout un

mouvement essentiellement intellectuel. Il prit naissance dans des petits cercles de l'intelligentsia dès les années 1860 et était organisé autour de certaines revues dans lesquelles des écrivains tels que Fédor Dostoïevski, Herzen, Pëtr Nikitie, Tkacev, Ogarev, Mazzini se mirent à exalter les traditions communautaires et égalitaires de la campagne russe en opposant le peuple à l'État et à la civilisation occidentale. Agissant en porte-paroles des masses populaires paysannes, ces intellectuels exposaient les aspirations de celles-ci tout en exprimant leurs désirs de voir améliorées leurs conditions et en sauvegardant leur mode de vie ancestrale.

À ce stade initial du populisme, ses animateurs lui impriment une dimension religieuse en invoquant la fusion des hommes et la nature. Mais, entre 1865 et 1866, Franco Venturi note, avec l'organisation d'Isutin, une orientation anarchiste qui engendre un populisme intégral et machiavélique. L'intérêt majeur de l'ouvrage de Franco Venturi réside dans son approche du mouvement populiste russe. Celui-ci est saisi dans une dynamique historique en tant qu'espace de convergences des pensées révolutionnaires qui, depuis le décembrisme (Phalange des officiers nobles russes du 14 décembre 1825) jusqu'au marxisme, en passant par l'anarchisme et le socialisme révolutionnaire, ont non seulement marqué le XIX^{ème} siècle russe, mais aussi et surtout ont eu une incidence décisive sur l'histoire de la Russie du XX^{ème} siècle.

- **Hannah Arendt, *Essai sur la révolution***

Dans l'immense bibliographie de Hannah Arendt sur les problèmes politiques, nous avons retenu *Essai sur la révolution* pour sa précieuse contribution à la compréhension des causes fondamentales de la guerre et de la révolution dans l'histoire de l'humanité. Ces deux phénomènes sont précisément considérés par l'auteure comme les deux problèmes politiques centraux ayant survécu à toutes les justifications idéologiques.

S'agissant des causes, Hannah Arendt affirme : « La plus ancienne de toutes les causes, celle, en réalité qui depuis les débuts de notre histoire détermine l'existence même de la politique : la cause de la liberté face à la tyrannie » (Arendt 10). S'appuyant sur les expériences historiques de la Révolution française et de la Révolution américaine, Hannah Arendt analyse les principes humanistes généraux, fruit de la philosophie des Lumières qui sous-tendent l'action révolutionnaire, liberté, égalité, fraternité, suffrage universel, démocratie, etc. et les inévitables distorsions inhérentes aux actions

humaines. Héritiers spirituels de la république romaine, les révolutionnaires français de 1789 s'étaient soulevés contre la royauté pour débarrasser définitivement l'humanité de la tyrannie. En proclamant la république, ils entendaient donner au peuple l'initiative historique à travers la souveraineté retrouvée.

La révolution, au sens moderne du terme, c'est-à-dire la transformation complète de la société est toujours sous-tendue par une attente eschatologique, par l'espérance d'une rédemption. L'attente eschatologique est en rapport avec la situation économique et sociale des masses populaires qui, dans la plupart des cas, vivent dans une pauvreté endémique, résultat de l'exploitation par une classe dominante.

- **Ernesto Laclau**, *La Razón populista*, Fondo de cultura económica, Buenos Aires, 2005. Dans une perspective post structuraliste et sur la base des thèses de Lacan, Ernesto Laclau reprend dans *La razón populista*, des réflexions sur le populisme, entreprises dans plusieurs ouvrages antérieurs et notamment dans *Política e ideología en la teoría marxista*. L'intérêt majeur de *La razón populista* réside dans le caractère original de la démarche où l'on observe une rupture avec les positions épistémologiques traditionnelles essentiellement préoccupées par la recherche d'un référent au phénomène populiste. Ici, celui-ci est plutôt saisi comme une logique sociale dont les manifestations historiques prennent des formes diverses et variées. En fait, pour Ernesto Laclau, le populisme est simplement un mode de construction du politique.

Margarita López Maya, *El ocaso del chavismo. Venezuela 2005-2015*, Editorial Alfa, 22/12/2016. Margarita López Maya est une critique de la vie politique de son pays. Dans cet essai, elle fait une lecture minutieuse des événements politiques au Venezuela. Bien évidemment, le chavisme est en amont et en aval des faits marquants de la vie politiques des vénézuéliens. C'est tout naturellement que les interrogations portent sur les causes de l'échec de la Révolution bolivarienne.

II- **La révolution bolivarienne de Hugo Rafael Chávez, des ambitions et les limites d'un système.**

1- **L'ascension d'un leader populiste**

En 1998, Hugo Rafael Chávez remporte l'élection présidentielle de la République du Venezuela avec 56% des suffrages exprimés dans un scrutin jugé libre et transparent par les observateurs et la Communauté Internationale.

L'intérêt majeur de cette victoire est qu'elle marquait le point de départ d'une véritable avalanche électorale qui va inonder l'Amérique latine de régimes néo-populistes, ouvrant ainsi une nouvelle ère historique dans cette partie du monde plutôt abonnée habituellement aux dictatures militaires et aux régimes autocratiques. Mais qui est Hugo Chávez Rafael Frías ?

Militaire de carrière, Hugo Chávez s'est cependant formé intellectuellement et idéologiquement à une carrière politique. Nourri à la sève de la pensée marxiste à travers l'historien marxiste Federico Brito Figueroa, il s'était également abreuvé de la pensée de toutes les grandes figures de la Gauche latino-américaine telles que Jorge Eliécer Gaitán, Fidel Castro, Ernesto Che Guevara, Salvador Allende... L'accession au pouvoir de Hugo Chávez au Venezuela est le produit de la crise des institutions démocratiques dans ce pays. En effet, dès le début de la décennie 1990, on notait une désaffection de la population à l'égard des partis politiques traditionnels, accusés d'être les foyers de la corruption qui gangrenait ce pays. L'alliance entre la Acción Democrática (AD) et le parti social-chrétien (COPEI) ayant donné naissance au pacte de 'Punto Fijo' plutôt que de revitaliser la démocratie, allait plutôt l'affaiblir davantage, créant ainsi les conditions de la prolifération de la corruption et surtout de l'immobilisme. Or, le contexte économique et social exigeait plutôt que des réformes politiques et institutionnelles fussent entreprises pour assurer une meilleure régulation des rapports sociaux. En effet, l'aggravation de la paupérisation d'une partie importante de la population contrastait violemment avec l'enrichissement scandaleux des élites ayant accès à la manne pétrolière. Ainsi, le gouvernement jugé responsable de cette situation était-il objet d'une forte critique.

C'est sur ce terreau qu'émerge le personnage d'Hugo Rafael Chávez. Son entrée en scène s'opère par deux tentatives ratées de coup d'État. Mais loin de lui nuire, ces deux tentatives de coup d'État contribueront à créer autour de lui une sorte de mythe du messie dont il va se servir comme rampe de lancement. Condamné à deux ans de prison pour les tentatives de coup d'État, Hugo Chávez est libéré par le Président Rafael Caldera, successeur de Carlos Andrés Pérez. Au lendemain de sa libération en 1994, Hugo Chávez crée un mouvement politique, 'Movimiento de la Quinta República' (MVR) dont il sera le candidat à l'élection présidentielle en 1998. Son irrésistible ascension politique se solde par son élection en tant que président de la République du Venezuela. Dès lors, le Venezuela bascule dans le néo-

populisme ou encore dans le socialisme néo-populiste.

2- La gestion du pouvoir de Hugo Chávez et les défis géopolitiques

Dès son élection en effet, Hugo Chávez imprime au pays une nouvelle forme de gouvernance qu'il appelle *démocratie participative*. Celle-ci consiste à donner au peuple le sentiment qu'il est étroitement associé à l'exercice du pouvoir par le canal de son intervention directe dans le débat politique. Dans l'entendement du nouveau Président, il s'agit d'établir un contact direct avec son peuple. À cet effet, une émission est créée à la télévision nationale, 'Aló Presidente'. L'objectif déclaré de l'émission était de susciter l'éveil de la conscience critique du peuple. Évidemment, c'était un moyen médiatique puissant de rapprochement entre le dirigeant politique et son peuple. On peut noter qu'il s'agit là d'une des caractéristiques essentielles du néo-populisme. À travers cette émission télévisée, tous les dimanche après-midi, dans un village choisi à l'occasion, entouré des ministres concernés par les activités de la région visitée, le Président se prête aux questions du public.

Il arrive qu'au cours de ces émissions, le Président Hugo Chávez félicite et fasse applaudir des citoyens ayant posé des actes méritoires. Il en profitait également pour remercier publiquement les citoyens qui lui ont envoyé des cadeaux. Mais c'était aussi l'occasion pour châtier en direct les responsables jugés incompetents ou corrompus. Cependant, la Révolution bolivarienne ne se réduisait pas à la propagande politique déguisée. C'était une vaste entreprise de réformes politiques et institutionnelles destinées à la construction du socialisme du XXI^{ème} siècle. La réforme institutionnelle s'opère par la mise en place d'une nouvelle constitution en 2000. Approuvée par référendum, la nouvelle constitution a eu pour effet :

- Le changement du nom du pays qui devient République bolivarienne du Venezuela,
- L'abolition du Sénat qui rend désormais le parlement unicaméral,
- La mise en place d'un référendum de révocation du président,
- La nouvelle constitution allonge le mandat du président qui passe de cinq à six ans.
- Elle rend le président rééligible immédiatement à la fin de son mandat une seule fois,

Mais c'est dans le domaine économique que l'action de Hugo Chávez reflète le mieux sa volonté de réforme et son idéologie nationaliste. Il avait fait voter

des lois régissant notamment le secteur du pétrole par le parlement, l'objectif visé étant la prise en main du secteur et surtout l'augmentation des redevances sur le pétrole. Il fallait trouver une solution à la chute du cours du pétrole, notamment au lendemain du 11 septembre 2001, date des attentats terroristes qui ont frappé les États-Unis d'Amérique. Hugo Chávez avait également entrepris une réforme agraire dont l'objectif était de donner des terres aux paysans qui n'en avaient pas, et ce, en brisant le monopole des grandes propriétés agraires appartenant aux oligarchies nationales. Et nous retrouvons à travers cette démarche, - une des caractéristiques du populisme classique et notamment du Justicialisme - l'antagonisme avec l'oligarchie, régulièrement accusée d'être responsable de la marginalité politique, économique de tous les autres secteurs de la société. La lutte contre l'oligarchie chez Hugo Chávez est la clé de voûte de la politique économique ainsi que de la politique extérieure. L'oligarchie est en effet donnée à voir comme l'alliée des multinationales uniquement animées par leur capacité et leur voracité dans le pillage des richesses des nations qu'elles investissent. La lutte contre l'oligarchie vise à briser leur instrument d'action. Du reste, cette démarche va de pair avec le discours anti-néolibéral que conforte par ailleurs la politique sociale de Hugo Chávez.

Mais la démarcation majeure de la Révolution bolivarienne réside dans sa politique extérieure. Ici, la démarcation ne souffre d'aucune ambiguïté : Il y a un pays ami et un pays ennemi du Venezuela. Cuba incarne le pays ami et les États-Unis d'Amérique, le pays ennemi. Il s'agit là d'un choix idéologique qui positionne Hugo Chávez clairement à Gauche. En tant qu'incarnation du capitalisme et de l'impérialisme le plus agressif, les États-Unis sont assimilés à une menace permanente dans la mesure où ils sont jugés responsables de l'instauration des régimes militaires et autocratiques qui ont proliféré en Amérique latine pratiquement depuis les indépendances. La Révolution cubaine est à cet égard un acte de rupture par excellence, d'où son intérêt idéologique majeur. Son commerce avec l'Union Soviétique et les démocraties populaires lui ont permis de survivre aux assauts répétés des États-Unis. Aguerrie par l'adversité, la Révolution cubaine fonctionne dans la conscience collective latino-américaine comme un paradigme salubre. Certes, le socialisme du XXI^{ème} siècle dont rêvait Hugo Chávez n'était guère un collectivisme, car pour lui, le paradigme de l'Union Soviétique est obsolète. C'est une recette qui a déjà échoué dans l'expérience des démocraties

populaires. Hugo Chávez entendait donc mettre à l'épreuve une autre expérience, une sorte de troisième voie qui, tout en conservant le marché, donne à l'État le levier de la régulation sociale en renforçant son emprise sur l'économie par le canal de la nationalisation des secteurs stratégiques du pays. Ces nationalisations concernent les domaines en friche appartenant aux riches propriétaires et à ceux qui ne pouvaient pas justifier de titre de propriété. Dans le même élan, il a encouragé la formation des coopératives et procédé à la distribution des terres ainsi regroupés en coopératives.

À partir de 2006, la nationalisation de la troisième banque du pays et des télécommunications marque une étape importante de sa politique économique dans la mesure où, avec la nationalisation de l'électricité, le tiers des travailleurs vénézuéliens sont des salariés de l'État. Sur le plan social, grâce à la manne de pétrole, on assiste à la naissance d'un véritable État providence au Venezuela. L'omniprésence de l'État sur le front social permet d'éradiquer la faim et l'analphabétisme, deux fléaux qui gangrenaient la société vénézuélienne. Selon les statistiques fournis par le gouvernement vénézuélien, la 'Misión Robinson' chargée de l'alphabétisation et des aides sociales a permis d'alphabétiser un million de personnes en seulement sept mois de création (Sánchez). En réalité, la Révolution Bolivarienne peut se résumer à une sorte d'État providence, avec un accent particulier sur la volonté d'améliorer la condition des secteurs sociaux les plus défavorisés. Mais pour ce faire, il faut un État fort, déterminé à jouer son rôle de régulation, car dans une société habituée à une lutte féroce des classes et dans laquelle l'État avait toujours un parti pris pour les nantis et les oligarchies, la politique d'Hugo Chávez était vécue comme une trahison par les classes dominantes. Depuis les indépendances, ces classes qui s'étaient emparées de l'État et le géraient à leur profit se considéraient comme les uniques dépositaires. Elles ne pouvaient donc pas accepter la remise en cause de leurs privilèges. Leur réaction va prendre la forme d'un coup d'État en 2002, celui de Ramón Carmona. C'est la grande mobilisation des masses populaires qui va sauver in extremis le gouvernement d'Hugo Chávez. Mais en 2003, ces classes reviennent à la charge par l'organisation d'un référendum révocatoire, mais celui-ci butte également sur la détermination des masses populaires qui mettront à nouveau en échec la tentative de chasser Hugo Chávez du pouvoir.

À partir de cette période, nous allons assister à une radicalisation du régime par le canal de la militarisation progressive. Désormais, la Révolution

du XXI^{ème} siècle transforme le citoyen en soldat pour se défendre. À cet effet, un corps de garde territoriale avait été créé au sein de l'armée et parallèlement, les réservistes sont appelés en renfort. En outre, au niveau du discours, Hugo Chávez s'adonne à une rhétorique guerrière contre ce qu'il appelle l'ennemi du peuple. En 2007, le Président Chávez qui avait proclamé ouvertement son adhésion au socialisme depuis 2005, crée un nouveau parti, le Parti Socialiste Unifié du Venezuela (Partido Socialista Unificado de Venezuela) (PSUV) dont l'idéologie est le 'Bolivarisme'. Fervent opposant à l'impérialisme et au capitalisme néolibéral incarné par Georges W. Bush, Hugo Chávez ne perd aucune occasion pour manifester son opposition résolue à la politique étrangère des États-Unis d'Amérique. D'ailleurs, les États-Unis sont perçus comme la manifestation du royaume du mal et Georges Bush est le diable. Les tensions virulentes entre les deux présidents se transportent au pupitre de l'ONU Fidèle à la doctrine panaméricaniste de Simón Bolívar, l'unité de l'Amérique apparaît comme une sorte de clé de voûte dans l'action politique d'Hugo Chávez. Rappelons que Simón Bolívar avait consacré toutes ses forces à la construction de cette unité conçue comme le meilleur moyen de mettre à l'abri des visées impérialistes des prédateurs capitalistes qui en ce début du XIX^{ème} siècle avaient pour nom l'Angleterre, la France, les États-Unis et l'Allemagne.

La vision d'une Amérique latine politiquement unie et économiquement intégrée est donc à la base d'une démarche politique essentiellement centrée sur les voies et moyens d'assurer la récupération de la souveraineté nationale et du contrôle des ressources naturelles que les oligarchies avaient coutume de brader aux multinationales. Les relations privilégiées avec Cuba, la Bolivie de Evo Morales, l'Équateur de Rafael Correa, le Nicaragua de Daniel Ortega, le Brésil de Lula Da Silva s'inscrivent dans cette démarche. Du reste, Hugo Chávez n'hésite pas à prêcher une alliance militaire contre une invasion éventuelle des armées américaines, comme jadis contre la Révolution cubaine.

Cependant, au-delà de cette audace révolutionnaire qui plaça le Venezuela en boussole sous-régionale d'un affranchissement des États-Unis, Hugo Chávez fit montre d'un excès dans la confrontation avec l'Occident. Aussi, il était reproché à Hugo Chávez ses relations avec les régimes autoritaires et les dictatures du monde entier, en rupture de bancs avec la Communauté Internationale, représentée en grande partie par les pays

occidentaux, et plus particulièrement avec le président iranien Ahmadinejad, perçu comme un dictateur. Pire, dans les dernières années de son régime, Hugo Chávez faisait preuve d'une gouvernance autoritaire qui rappelle le côté militaire du personnage. Lorsque l'on observe de près les pratiques et le discours de Hugo Chávez, il apparaît comme l'héritier de la tradition populiste en Amérique Latine. Militaire comme Juan Domingo Perón et Lázaro Cárdenas, il a profité de la crise des institutions pour prendre le pouvoir. Si son ancrage à Gauche le rapproche de Cárdenas, son autoritarisme le situe dans la droite ligne de Perón. Mais par-dessus tout, il a battu le record de la longévité au pouvoir. Ses réélections successives le singularisent également dans le paysage politique latino-américain. Hugo Chávez a entretenu progressivement le culte de la personnalité. Après sa mort, ce culte s'est accentué à l'initiative du gouvernement de son successeur qui s'est investi dans le mimétisme de son idole. On aura remarqué qu'entre 1998, date de sa première élection et 2013, celle de sa mort, Hugo Chávez aura fait quatre mandats successifs, même si la mort l'a empêché de prêter serment en 2013.

III- Le Venezuela et sa survie sous Maduro

1- Nicolás Maduro et l'héritage de Chávez

À la lumière de la situation politique actuelle du Venezuela, on peut affirmer que la longévité politique du régime de Chávez est à mettre exclusivement au crédit de sa popularité et de son charisme. Son successeur, Nicolás Maduro, dès sa prise de pouvoir en 2013, éprouve d'énormes difficultés à rétablir la paix et la stabilité dans le pays. Depuis 2013 donc, le Venezuela est pris dans l'étau d'une crise économique consécutive à la baisse du prix du pétrole sur le marché international et aux sanctions économiques états-uniennes. C'est ce que décrit très bien Nelly Arenas dans un article paru en 2016 : Antes de su fallecimiento, en marzo de 2013, Hugo Chávez nombró a Nicolás Maduro como su sucesor y heredero de su legado. De origen popular, este exsindicalista y canciller no logró, sin embargo, reproducir el liderazgo característico del Comandante, y el proceso bolivariano, en el contexto de la caída de los precios del petróleo, se deterioró de manera significativa.

Cela remet en cause les politiques sociales du régime. Ses importations de certains produits de première nécessité commencent à être problématiques ; ce qui est politiquement exploité par l'opposition de Droite qui dénonce les pénuries, mais aussi l'absence de toute base d'un

développement durable, déjà du vivant de Hugo Chávez.

Nicolás Maduro a continué à faire du Chávez sans Chávez. Les '*viva la Revolución*' en écho aux cris de souffrance de la population vénézuélienne ont rythmé la vie politique du pays. Évidemment, dans la logique du régime, il existe un ennemi extérieur et tout naturellement, c'est cet ennemi de la République bolivarienne qui manipule et pousse les ennemis infiltrés à ternir l'image du pays en criant à la famine. Malheureusement, malgré les mises en scène de 'las camisetas rojas', pour montrer une supposée adhésion de tous les vénézuéliens à la politique gouvernementale, la réalité est difficile à cacher. Dans les rues des grandes villes et de Caracas, la capitale, les Vénézuéliens patientent dans de longues files d'attente de plusieurs centaines de mètres qui s'étirent depuis plusieurs mois devant les supermarchés. Ils espèrent y trouver les produits de première nécessité devenus rares. La farine de maïs et du blé, le lait, l'huile et plus grave, les médicaments manquent. Les rayons sont vides au grand désespoir de la population.

Des scènes de chaos se répètent dès qu'il y a des arrivages. On assiste à de violentes tentatives de forcer l'entrée des supermarchés. L'ambiance est des plus tendues. En mars et avril 2019, la seconde ville du pays, Maracaibo, a été le théâtre de scènes de pillages suite à une gigantesque panne de courant dans cette région pétrolière. Selon Le Figaro (Flash Actu, 13 mars 2019) « Plus de 500 commerces ont été pillés dans la région pétrolière de Maracaibo, dans l'ouest du Venezuela, pendant la méga-panne de courant. » Pour comprendre la psychose qui a engendré ce chaos, il est aisé de conceptualiser la situation tendue liée à la crise politique et économique que traversait le pays. La population était déjà confrontée à de graves pénuries de médicaments et de denrées alimentaires. À cette situation dramatique s'ajoute la sécheresse liée au phénomène climatique El Niño. Or, au Venezuela, plus de 70 % de l'électricité provient de l'énergie hydraulique. Ce qui oblige le gouvernement Maduro à rationner l'électricité dans certaines régions du pays à l'exception de la capitale Caracas.

2- Vaincre ou périr : Maduro face à l'asphyxie du Venezuela

Après des années de tourmentes liées à des crises politiques se traduisant par des élections toujours remportées par Maduro et automatiquement contestées par l'opposition, le Venezuela s'est vidé peu à peu de sa population. Dans son communiqué d'alerte et d'appel de fonds d'aides lancé le 14 mars 2023, l'OIM

(Organisation Internationale pour les Migrations) reconnaissait que près de 7,7 millions de vénézuéliens ont pris le chemin de l'exil. Ce chiffre représente presque 20% de la population vénézuélienne selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations.

Au vu de ce tableau sombre, on peut l'affirmer sans risque de se tromper que la population vénézuélienne n'est plus le centre du projet bolivarien du chavisme. Le rêve socialiste s'est transformé en cauchemar pour le Venezuela. Le régime Maduro et l'opposition ont échoué à offrir à la population le paradis socialiste. C'est dans cette passe-d'arme politique incertaine entre un pouvoir à bout de souffle et une opposition condamnée à l'exil que le monde entier a assisté à la scène insolite ce 3 janvier 2026, d'un président capturé et menotté, accusé de tous les crimes contre l'humanité.

En 2013, en prenant le pouvoir à la suite de la mort de Hugo Chávez, le Venezuela était déjà englué dans la crise économique. La rente pétrolière centrée essentiellement sur la récupération de la ceinture pétrolière de l'Orénoque (considéré comme le plus grand gisement de pétrole au monde (États du Guárico, Anzoátegui et Monagas, au nord-ouest) a accentué la dépendance de l'économie à la mono-exportation. En nationalisant dès 2007 la ceinture d'Orénoque, le gouvernement vénézuélien obtient une participation majoritaire à travers des entreprises mixtes qu'il a formé à cet effet. Mais ce ne fut pas suffisant pour garantir stabilité de la monnaie et la fuite des capitaux. L'inflation liée à la redistribution de la rente pétrole aggrave la défiance des masses populaires envers le pouvoir ; masses populaires qui sous Hugo Chávez étaient acquises au régime.

Après quatorze années de gouvernement de Hugo Chávez et treize sous la gouvernance de Nicolás Maduro, la situation économique et sociale au Venezuela est des plus explosive. Le gouvernement Maduro use de la répression pour bâillonner son opposition, majoritairement de Droite. Idéologiquement, cette opposition se retrouve associée aux États-Unis et aux gouvernements occidentaux. Pour contextualiser la crise actuelle, il impose de faire un examen des sanctions économiques qui frappent durement le gouvernement de Maduro, et bien avant celui de Chávez. Les sanctions mises en place par les États-Unis sont la conséquence d'une crise géopolitique, sur fond idéologique. Économiquement, elles visent d'abord l'entreprise publique Petróleos de Venezuela, S.A en abrégé PDVSA. L'objectif affiché de ces sanctions était de bloquer les revenus du pétrole et pousser ainsi à un

changement de pouvoir. Ensuite, de milliards de dollars d'actifs vénézuéliens logés dans les banques internationales furent saisis et bloqués (Le Monde). Ces mesures de coercition drastiques ont eu pour conséquence l'explosion de la pauvreté et l'immigration de milliers de vénézuéliens hors de leur pays sans que cela n'affecte véritablement la volonté de Maduro de se maintenir au pouvoir. Évidemment, il y avait l'axe alternatif de la Chine. Mais cette option géopolitique a montré ses limites dans la crise vénézuélienne.

Conclusion

Le socialisme du XXI^{ème} siècle, incarné par des leaders politiques de la Gauche latino-américaine était une sorte de troisième voie entre le capitalisme et le socialisme soviétique. Malgré les diverses fortunes expérimentées par les différents régimes, il n'en reste pas moins une expérience politique intéressante. Au Venezuela, l'avènement de Hugo Chávez, archétype du leader politique de cette mouvance socialiste a été le terreau de nombreux essais et analyses politiques. Malgré des divergences et des polémiques entourant le régime Chávez, on notera d'abord que tout au long de ses nombreux mandats successifs, aucune décision n'était imposée de façon arbitraire. Cette préoccupation constante de légitimation s'inscrit dans une pratique démocratique. La nouvelle constitution a été instaurée par un référendum révocatoire. Cet attachement à la démocratie et aux libertés démocratiques constituait une nouveauté dans le fonctionnement d'un régime dit populiste. Et c'est pourquoi, des théoriciens comme Ernesto Laclau voyaient le néo-populisme comme une ouverture vers le progrès, car la majorité qui le rend possible est composite et élimine ainsi les raisons d'une dictature de classe, fut-elle celle du prolétariat.

Malheureusement, l'expérience de Hugo Chávez à la tête du Venezuela, ainsi d'ailleurs que celle de son successeur, qui semblaient tirer des leçons du passé et en débarrassant les agissements autocratiques qui caractérisaient certains régimes populistes du passé, butèrent contre la géopolitique implacable guidée par les intérêts des plus forts. L'orientation idéologique à Gauche qui implique l'intégration dans la totalité sociale des exclus des régimes oligarchiques, n'a pas survécu à l'égo des dirigeants vénézuéliens et surtout à la volonté de manipulation d'une main étrangère. C'est en cela qu'un choix politique et diplomatique judicieux, priorisant le bonheur du peuple vénézuélien aurait été le plus avisé. En lieu et place de cet

équilibrisme parfois salvateur, Hugo Chávez et Nicolás Maduro ont opté pour la politique de la terre-brulée.

Certes, le Venezuela est un pays qui possède une importante réserve de pétrole. Du reste, le Venezuela avait des raisons d'espérer un soutien massif de quelques pays qui faisaient miroiter d'un nouvel ordre mondial en émergence, face au dictat des États-Unis et ses alliés. Visiblement, les dirigeants vénézuéliens et leurs militants n'ont pas suffisamment jaugé la voracité de l'ennemi et le mutisme assourdissant de leurs alliés. Aujourd'hui la situation politique du Venezuela est un scandale international. La population de tous bords politiques confondus, se retrouve spectatrice de son destin, entre doutes légitimes et résignation. Malheureusement, ce n'est qu'une répétition de l'histoire en Amérique latine car le monde entier a en mémoire le même scénario au Panama avec Manuel Noriega en 1989.

Notre analyse a permis de visiter les contours du drame politico-social vénézuélien. Hugo Chávez a pris le pouvoir dans des conditions favorables. Le pétrole vénézuélien était convoité mais à travers la nationalisation des compagnies pétrolières, il avait réussi à imprimer la souveraineté du pays sur un secteur qui échappait au contrôle du Venezuela depuis des siècles. Cependant, si le Venezuela est parvenu à tenir certaines promesses de son programmes socialiste grâce à la manne pétrolière qui lui conférait un poids monétaire important et un avantage commercial, cela ne fut pas suffisant pour garantir la stabilité économique. Sous la gouvernance de feu Hugo Chávez, les nationalisations furent le creuset d'une corruption généralisée, de la fuite des capitaux et la rente pétrolière a produit un risque inflationniste. La situation économique ne s'est guère améliorée. L'inflation s'est confirmée sous Nicolás Maduro et est estimée fin 2018 à 929% (Bloomberg).

Works Cited

- Arenas, Nelly. « El chavismo sin Chávez: la deriva de un populismo sin carisma ». *Nueva Sociedad*, no 261, janv.-févr. 2016.
- Arenas, Nelly, et Luis Gómez Calcaño. « El régimen populista en Venezuela: ¿avance o peligro en la democracia? » *Revista Internacional de Filosofía Política*, no 28, Universidad Autónoma Metropolitana, 2006.
- Arendt, Hannah. *Essai sur la révolution*. Gallimard, 1963.
- Borón, Atilio A. « Una nueva era populista en América Latina ». *El eterno retorno del populismo en América Latina y el Caribe*, CLACSO, 2012.

- Castro, Fidel. *La historia me absolverá*. Editora Política, 1967.
- Dorna, Alexandre. *Le populisme*. PUF, 1999.
- Dumont, Fernand. *Les idéologies*. PUF, 1974.
- Gauchon, Pascal, et Jean-Marc Huissoud. *Les 100 mots de la géopolitique*. PUF, 2010.
- Gilly, Adolfo. *La revolución interrumpida*. El Caballito, 1971.
- Hermet, Guy. *Les populismes dans le monde : une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*. Fayard, 2001.
- Laclau, Ernesto. *Debates y combates: por un nuevo horizonte de la política*. Fondo de Cultura Económica, 2008.
- . *Política e ideología en la teoría marxista: capitalismo, fascismo, populismo*. Ediciones Akal, 2015.
- . *La razón populista*. Fondo de Cultura Económica, 2005.
- Lemaire, Yohan. « Nicolás Maduro incarcéré : que devient l'ancien président qui accuse les États-Unis d'empêcher le Venezuela de payer ses avocats ? » *La Dépêche du Midi*, 28 févr. 2026, www.ladepeche.fr. Consulté le 1er mars 2026.
- Mouttet, Jean-Baptiste. « Dans le chaos économique vénézuélien, une bataille contre le temps ». *Mediapart*, 2016.
- Organisation internationale pour les migrations. « Communiqué global ». 14 mars 2023, www.iom.int. Consulté le 25 mai 2026.
- Páramo, Ludolfo. « Le tournant à gauche et le retour du populisme ». *La gauche au pouvoir en Amérique latine*, L'Harmattan, 2007.
- Restrepo, Martha Lucía, et al. *El eterno retorno del populismo en América Latina y el Caribe*. CLACSO, 2012.
- Sánchez, Irey Gómez. « El papel de las misiones sociales en la construcción de identidades políticas en Venezuela ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 13, no 1, 2007, www.redalyc.org/articulo.oa?id=17721538002. Consulté le 6 août 2026.
- Saus, Javier Bonilla, et Pedro Munne Isern. *Plebe versus ciudadanía: a propósito del populismo contemporáneo*. Editorial Biblos, 2014.
- Tremblay, Christian. « La politique sociale du gouvernement Chávez : populisme ou pressions populaires ? » *La Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, no 6, janv. 2004.
- Torcuato Di Tella, Gino Germani, et al. *Populismo y contradicciones de clase en*

Latinoamérica. Duculot, 1972.

How to cite this article/Comment citer cet article:

MLA: Adjera, Ouattara. “The Venezuelan Crisis: Between the Promise of Glory and Geopolitical Brutality (1998–2026).” *Uirtus*, vol. 6, no. 2, 2026, pp. 393-415, <https://doi.org/10.59384/uirtus.agu2026.n201>.